

Session du 16 juin 2010
Discours de Jean Louis Destans,
Président du Conseil général de l'Eure

Mes Chers Collègues,

Il n'aura échappé à personne – et certainement pas à vous- qu'en cette fin de premier semestre 2010, les collectivités et les conseils généraux notamment sont à la croisée des chemins. Le Parlement est en train d'examiner un projet de loi – celui de la réforme territoriale- qui va vider les conseils généraux de leur substance, les transformant peu à peu en Centre d'Action Sociale des Régions, appliquant ainsi sans le dire la proposition que Jacques Attali avait faite au Président de la République et que celui-ci avait pourtant dit récuser : celle de supprimer les Départements.

Et quand bien même la menace institutionnelle serait encore lointaine que partout les Conseils généraux disent leurs difficultés, devant financer des transferts de compétences insuffisamment compensés, des dépenses sociales qui explosent et à propos desquelles l'Etat n'honore ni ses engagements, ni les simples exigences de la solidarité. Oui, il y a beaucoup à dire et ce ne sont pas les promesses arrachées au Premier ministre sur la création d'un 5^{ème} risque ou la mise en place d'avance pour les Départements les plus en difficulté qui calmeront notre colère. L'Etat incapable de gérer son propre budget s'en prend aux collectivités, finalement jaloux de la place qu'elles occupent dans le paysage institutionnel français, et casse le mécano alors même que les collectivités portent des politiques généreuses et ambitieuses pour leurs territoires.

Mais en politique, certains faits sont plus têtus que les lois ou les caprices du prince. La décentralisation est un acquis, un acquis irréversible, quel que soit le corset budgétaire ou législatif dans lequel on veut la contraindre. La décentralisation est une liberté, une conquête des Français, offerte par la gauche en 1981. Elle continuera de s'épanouir et de se frayer un chemin dans les dédales et le labyrinthe où on veut l'enfermer, qui transforment les conseillers généraux et régionaux en conseillers territoriaux, les grandes agglomérations en métropoles, les communes en communes nouvelles et nos 43 cantons en 34 mini-circonscriptions. Parce qu'à chaque fois le suffrage universel s'exprimera et fera vivre cette magnifique idée que nous ont apportée François Mitterrand et Gaston Defferre.

Partout des initiatives surgissent pour dire au Gouvernement notre préoccupation. Hier, se tenait un bureau extraordinaire de l'Assemblée des Départements de France pour tirer, toutes familles politiques confondues, les leçons du très décevant rendez-vous accordé par François Fillon aux Départements de France. Mercredi prochain, nous nous retrouverons tous en Seine-Saint-Denis, aux côtés de Claude Bartolone, pour dire notre solidarité à celui qui a eu le courage de dénoncer le non-respect par l'Etat de sa parole en refusant de voter un budget en équilibre. Et nous continuerons le combat.

Pourtant, à ce stade de mon exposé, je veux vous dire, mes chers collègues, que ce n'est pas uniquement vers nos problèmes compliqués d'organisation de la vie des collectivités qu'il faut se tourner en priorité mais bien vers les Eurois qui souffrent et qui ont besoin de toute notre attention. L'Eure a perdu 4 800 emplois en 2009 et notre région près de 15 000. Dans notre département, les pertes se situent aussi bien dans l'industrie (- 2 300) que dans les services marchands (- 1 600 pour les transports, l'hébergement, les services administratifs ...), la construction (- 350), le commerce et la réparation automobile (- 540). Notre département paye un lourd tribut à la crise et ce n'est pas Gaëtan Levitre, aux côtés des salariés de M-Real, Jacques Poletti aux côtés des ex-Metzeler qui me démentiront, je pourrais pratiquement vous citer tous tellement cette situation est dramatique et crée partout de multiples causes d'inquiétudes et de préoccupations.

Face à cela, **je souhaite que notre Département soit considéré d'abord comme la collectivité qui protège et qui répare**, dans la mesure encore de ses compétences et de ses moyens, avec une attention toute particulière à la qualité des services que nous rendons aux Eurois. Trois grandes priorités guident notre action.

- **Garantir la qualité de la gestion du budget départemental.** Maîtriser la fiscalité, c'est sauvegarder le pouvoir d'achat des Eurois. L'Eure est le 11^{ème} Département métropolitain ayant le moins augmenté sa fiscalité entre 2004 et 2010 : + 1,4% quand les moyennes nationales sont à + 3,4%. Notre capacité de désendettement est bonne, à 4 ans, dans la moyenne des Départements de France et nous n'avons contracté aucuns prêts "toxiques" qui auraient pu nous mettre en difficulté. Enfin, nous investissons fortement, soutenant ainsi l'activité dans un contexte morose et jouant pleinement notre rôle de premier investisseur public. Je vous invite à vous reporter au compte

administratif que nous examinerons à l'occasion de cette session. Vous constaterez que nous ne désarmons pas et que notre niveau d'investissement est particulièrement soutenu : progression de 13% des dépenses sur le volet routier, de 9% sur les collèges. L'effort du Département en matière d'équipement en 2009 a été de 146 € par habitant contre 139 € en moyenne en 2008, soit un chiffre supérieur à la moyenne nationale qui est de 131,7 € par habitant. Je veux souligner enfin la part importante des crédits départementaux consacrés aux subventions d'investissement, pour soutenir les projets qui nous sont proposés : 42 M€ dont 27 M€ pour les projets directs des communes. Nous jouons pleinement notre rôle de facilitateur permettant la réalisation de nombreux projets sur le territoire.

- Le Département est bien géré, il honore en toute circonstance sa signature, ses fondamentaux sont sains et reconnus : cela nous permet à l'occasion de notre budget supplémentaire de faire face à l'augmentation forte de la dépense sur le Revenu de Solidarité Active (+ 7 M€ avec un montant supplémentaire de TIPP à recevoir de 1,5 M€) ou à des dépenses imprévues sur les routes liées aux dégâts hivernaux (+ 4,2 M€).

- **Garantir la qualité de la réponse sociale aux besoins des Eurois est notre deuxième grande priorité.** Je parlais à l'instant du RSA. Ils sont aujourd'hui 13 246 à bénéficier dans notre Département du RSA (chiffre consolidé mars 2010) dont 8 632 à bénéficier du RSA socle et 1 475 à se partager entre socle et activité, soit 10 107 bénéficiaires à la charge du Conseil général. Ces 13 246 bénéficiaires sont à rapporter au nombre de personnes couvertes qui sont induites par cette prestation : près de 30 000 dans notre Département. Ces chiffres sont importants et parfois impressionnants. Et on redoute l'arrivée parmi les bénéficiaires de personnes (on parle de 1 000 d'ici la fin de l'année) en fin de droits. Je veux dire ici fortement que les politiques du Département doivent en toute circonstance, et en particulier dans ces domaines, tendre vers l'excellence. L'acuité de la crise oblige à renforcer encore la qualité des réponses aux administrés. Elle commande également d'être attentif à conserver au Département ce qui avait pu faire l'originalité de certaines de ces approches au moment de l'expérimentation du RSA, je pense notamment aux plateformes d'accueil que nous avons mis en place. Le C3D travaille en ce moment même sur un rapport sur la généralisation du RSA dans notre Département et nous aurons donc l'occasion d'y revenir en détail avec lui à l'automne.

Mais la réponse sociale dépasse bien entendu la question du RSA. C'est aussi la question du logement : vous verrez à l'occasion de cette session que nous essayons de peser sur les Conventions d'Utilité Sociale que les bailleurs sont amenés à signer avec l'Etat dans un contexte là encore de raréfaction des crédits gouvernementaux. Ce sont également nos anciens auprès desquels nous essayons d'avoir une approche originale et qualitative à travers l'ensemble des animations que nous organisons sur la thématique "Bien vieillir" avec l'ensemble des CLIC. A l'automne à nouveau, une programmation avec des conférences de qualité et un travail de proximité auprès des aidants seront organisés. Et notre actualité, c'est enfin le prochain aboutissement de la Maison des Solidarités d'Evreux-La Madeleine, qui intégrera services sociaux et maison départementale des personnes handicapées. Nous irons demain faire un tour rapide du chantier avec le Maire d'Evreux et regarder les "grafs" réalisés à cette occasion par de jeunes collégiens et un encadrement travaillé notamment avec l'association "La Source". Voilà là encore des politiques de qualité et le témoignage de l'attention que nous portons à l'accompagnement des projets. Et je pourrais parler également dans le même état d'esprit de ces 110 collégiens issus de 6 établissements (20 ont candidaté) qui participeront ce vendredi aux Opéras en plein air et à la représentation de Carmen. Ils visiteront les coulisses, découvriront les loges (costumes et maquillage), rencontreront les équipes artistiques, participeront à un atelier musical animé par le chef d'orchestre et les chanteurs, etc.

- **3^{ème} axe fort bien sûr l'innovation.** Le Département doit rester la collectivité innovante, tonique, moderne qui organise et fédère le développement départemental. Je parlais tout à l'heure des territoires. Vous examinerez à l'occasion de cette session un point d'étape sur les contrats de territoire, ils seront à la fin de cette année pratiquement engagés à moitié avec des dépenses lourdes pour le Département (108 actions d'ores et déjà lancées pour des financements départementaux à hauteur de 14 M€, 120 actions nouvelles devraient être lancées d'ici la fin 2010 pour un coût global prévisionnel, tout financeur confondu de 98 M€). Mais nous pourrions parler également de Giverny et de la réussite exemplaire que constitue le Musée des Impressionismes que nous avons porté ensemble. Nous rencontrons cette année un succès supérieur encore à l'année dernière où nous avons pourtant ramené Monet à Giverny. C'est pour toutes celles et tous ceux qui travaillent et croient en ce site une

vraie satisfaction, qui s'inscrit dans la réussite plus large de "Normandie Impressionniste". Je voudrais enfin, à l'occasion de cette session, ouvrir un nouveau chantier pour un résultat que j'espère à très court terme. La Chambre d'agriculture a récemment souligné les pertes importantes de revenu des agriculteurs eurois, en même temps qu'elle a validé la clairvoyance des stratégies de diversification entamées avec le Département de l'Eure depuis plusieurs années (rappelons que le Département est par exemple le premier pour le développement de l'agriculture intégrée et qu'il met en place une politique ambitieuse de soutien à l'agriculture biologique). Je souhaite que le Conseil général développe une politique systématique d'achat et de filières courtes pour l'ensemble des demi-pensions de collégiens dont il a la charge. Nous y travaillons déjà. Ce n'est pas facile à mettre en œuvre mais je souhaite des résultats rapides et probants. Je rencontre le 2 juillet l'ensemble des principaux de collèges pour les sensibiliser. J'ai vu hier les responsables de la Chambre d'agriculture. Je souhaite que nous allions vite.

Voilà, Mesdames, Messieurs, Mes Chers Collègues, ce que je voulais vous dire. Le Département, vous le voyez, est mobilisé. A travers l'ensemble des projets que j'ai cités et d'autres encore ; à travers les positions que nous prenons ensemble sur des dossiers stratégiques tels celui de la LGV dont nous avons parlé lors de notre dernière session. Mobilisés pour les Eurois dont j'ai la faiblesse de croire qu'ils ont besoin d'un Conseil général et d'élus de proximité à leurs côtés pour préparer l'avenir.

Je vous remercie.